

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DE LA DIRECTION

« Le, soussigné, Andrée Saint-Georges, directrice générale de Culture Lanaudière, confirme, par la présente, au meilleur de sa connaissance que, et ce pour la période du 1^{er} août 2023 au 12 septembre 2023

1. Les états financiers présentés périodiquement reflètent bien la situation financière de l'organisation à la date indiquée en conformité avec les principes comptables généralement reconnus;
2. Il n'y a aucune plainte pouvant conduire à des poursuites judiciaires ou aucune poursuite judiciaire connue de la direction (ou il y a x plaintes ou poursuites judiciaires en cours);
3. L'organisation n'a aucun arrérage dans le paiement des salaires, avantages sociaux, vacances ou toute autre forme de compensation, les cotisations syndicales et autres prélèvements demandés par le salarié (collectivement appelée « compensation ») auxquels chacun des employés a droit;
4. Des fonds suffisants ont été prévus afin de résoudre toute réclamation encore en suspens faite par tout employé ou ancien employé de l'organisation pour compensation non payée, s'il y a lieu.

5. L'organisation n'a aucun arrérage soit en retenant ou en remettant aux agences gouvernementales concernées (fédérales et/ou provinciales) tout montant requis à être retenu ou remis par l'organisation notamment en vertu des lois suivantes :

- | | |
|--|---|
| 5.1 la loi de l'impôt sur le revenu (Canada) (DAS) | 5.7 la loi sur la taxe d'accise (Canada) |
| 5.2 la loi sur les impôts (Québec) (DAS) | 5.8 La loi sur la taxe de vente du Québec |
| 5.3 la loi sur le Régime des Rentes du Québec | 5.9 la loi sur la Santé et la sécurité du travail |
| 5.4 la loi sur l'assurance-emploi (Canada) | 5.10 la loi sur les normes du travail du Québec |
| 5.5 la loi sur le régime québécois d'assurance parentale | 5.11 la loi sur la taxe sur les produits et services (Canada) |
| 5.6 la loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec | |

6. L'organisation respecte les prescriptions découlant des lois suivantes :

- 6.1 la loi favorisant le développement de la formation de la main d'œuvre (Québec)
- 6.2 la loi sur les droits d'auteur
- 6.3 la loi sur les marques de commerce
- 6.4 La loi sur la concurrence ou
- 6.5 tout statut, règlement, ordre, jugement, décret d'un organisme officiel, gouvernemental ou paragouvernemental, ayant force de loi ou non, sous lequel, s'il y avait un défaut de retenir ou remettre de telles sommes, donnerait lieu à une poursuite contre les administrateurs de l'organisation.

7. L'organisation a souscrit et maintient en vigueur une assurance responsabilité des administrateurs de l'organisation.
8. L'organisation satisfait aux exigences environnementales en matière d'environnement et se conforme à la loi sur la qualité de l'environnement du Québec, ses règlements, décrets, arrêtés en conseil ainsi qu'à toute législation ou réglementation fédérale, provinciale, régionale et municipale en matière environnementale.

Fait à Joliette, le 12 septembre 2023



Andrée Saint-Georges
Directrice générale et
Secrétaire corporative